



Ascenseurs établissements classés

PRESCRIPTIONS D'EXÉCUTION

ITM-EX 0013.1

caractère : public

Luxembourg, le 21 septembre 2006

objet :	Ascenseurs
concerne :	Règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs autorisation d'exploitation conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
Question :	Quand est-ce que une dérogation quant aux espaces libres aux extrémités de la gaine telle que prévue au point 2.2 de l'annexe I du règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs peut être accordée?
nombre de pages :	2

A) Dispositions légales :

Règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs

Annexe I

2.2 L'ascenseur doit être conçu et construit pour empêcher le risque d'écrasement lorsque la cabine se trouve dans une de ses positions extrêmes.

Cet objectif est atteint par un espace libre ou un refuge au-delà des positions extrêmes.

Cependant, dans des cas exceptionnels, en laissant aux Etats membres la possibilité de donner un accord préalable, notamment dans des immeubles existants, lorsque la solution précédente est impossible à réaliser, d'autres moyens appropriés peuvent être prévus pour éviter ce risque.

Loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Art. 13. AUTORISATIONS, CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT ET D'EXPLOITATION

1. Les autorisations fixent les conditions d'aménagement et d'exploitation qui sont jugées nécessaires pour la protection des intérêts visés à l'article 1er de la présente loi, en tenant compte des meilleures techniques disponibles, dont l'applicabilité et la disponibilité n'entraînent pas de coûts excessifs.

L'appréciation de la notion de coûts excessifs se fait par référence à des établissements de la même branche ou d'une branche similaire, de taille moyenne et économiquement saine.

Ces autorisations peuvent être limitées dans le temps et peuvent fixer le délai dans lequel l'établissement devra être mis en exploitation.

B) Interprétation

1. Concernant la solution technique

Le règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs prévoit un espace libre ou un refuge au-delà des positions extrêmes pour éviter un écrasement d'une personne se trouvant dans la gaine à l'extérieur de la cabine, et notamment lorsque la cabine se trouve aux positions extrêmes. Cette disposition réglementaire issue de la directive européenne 95/16/CE base sur une analyse des risques qui a retenu le risque d'écrasement. La norme européenne EN81-1 harmonisée dans le cadre de ladite directive fait la description technique détaillée de ce repère. Les ascenseurs conçus d'après cette norme bénéficient de la présomption de conformité à la directive.

Si le refuge n'est pas construit comme prévu à la directive et la norme harmonisée, des mesures de rechange doivent être prises pour atteindre un niveau de sécurité équivalent.

En principe des mesures de compensation doivent être proposées par le constructeur de l'ascenseur suivant les procédures prévues pour le marquage « CE » de conformité. Seule l'autorité compétente du Grand-Duché de Luxembourg peut décider si l'ascenseur devra être construit avec des espaces de sécurité aux positions extrêmes de la cabine, ou si une dérogation prévoyant des mesures compensatoires pourra être envisagée. Cette dérogation peut être accordée dans le cadre de la procédure d'autorisation de la loi modifiée du 10 juin relative aux établissements classés.

Des mesures de rechange peuvent comporter des béquilles automatiques ou manuelles évitant que la cabine de l'ascenseur entre aux positions extrêmes où une personne peut être coincée. Souvent ces béquilles et aussi les espaces aux positions extrêmes sont surveillées par des mesures électro-sensorielles.

Or aucune mesure compensatoire pour éviter un coincement ne pourra être considérée étant totalement équivalente à un espace libre et garantissant le même niveau de sécurité, étant donné la possibilité de la défaillance électrique du système de protection des personnes se trouvant aux positions extrêmes de l'ascenseur.

De ce fait, la solution de construire un refuge est à considérer comme étant la solution présentant le plus haut degré de sécurité à atteindre et est à appliquer dans tous les cas où cela est possible.

2. Conditions pour accorder une dérogation

Sachant qu'il est souvent impossible de construire un espace libre ou un refuge, le législateur a prévu des exceptions, ceci notamment dans des immeubles existants. Le législateur ne se prononce pas sur d'autre cas de figures où la construction d'un espace libre ou un refuge est impossible.

Les cas exceptionnels où un ascenseur pourra être construit sans espaces libres aux extrémités de la gaine, sont soumis à une autorisation préalable. Cette autorisation peut être accordée dans le cadre de l'autorisation d'exploitation conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Des réflexions sur la conception architectonique d'un immeuble ne peuvent prévaloir des mesures techniques préservant la sécurité des personnes. De ce fait, une dérogation ne pourra pas être accordée dans de nouveaux bâtiments, la construction d'un espace libre ou d'un refuge étant presque toujours possible.

B) Décision

Vu de ce qui précède, les nouveaux ascenseurs installés au Grand-Duché de Luxembourg sont à construire avec un espace libre ou refuge aux positions extrêmes tel que prévu au point 2.2 de l'annexe I du règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs.

Lorsque cela est impossible, une demande de dérogation doit être faite au préalable dans le cadre de la procédure d'autorisation conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relatif aux établissements classés.


Cette demande de dérogation doit être accompagnée d'une justification technique accompagnée d'un descriptif des mesures compensatoires. L'inspection du travail et des mines peut demander que le demandeur charge un organisme de contrôle agréé de donner un avis.

L'organisme de contrôle effectuant le premier contrôle périodique doit vérifier si un espace libre ou un refuge est installé tel que prévu au règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs. Si tel n'est pas le cas, il doit être vérifié si la dérogation est disponible dans le registre de sécurité de l'ascenseur, sinon la dérogation doit être demandée à l'exploitant.


Dispositions transitoires

Du fait que la situation n'était pas tout à fait claire dans la matière, une dérogation est accordée pour les ascenseurs autorisés et déjà réalisés ou autorisés et en construction au moment de la publication de la présente prescription.

Visa du responsable
du département sécurité et santé


Robert HUBERTY Directeur adjoint
de l'inspection du travail
et des mines

Mise en vigueur
le 21 septembre 2006


Paul WEBER
Directeur
de l'Inspection du travail et des mines